

JOURNAL

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

PARIS DE FRANCE

Roubaix - Teureuse : Trois mois, 25 fr. — Six mois, 45 fr. — Un an, 80 fr.
Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 25 fr.
La France et l'Étranger, les frais de poste en sus
Le prix des abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

REDACTION ET ADMINISTRATION

17, RUE NEUVÉ, 17
Directeur gérant : ALFRED BEROUX

ABONNEMENTS ET ANNONCES :
RUE NEUVÉ, 17, A ROUBAIX. — A LILLE, RUE DU CURÉ-SAINT-ÉTIENNE, 9 bis.
Paris, chez MM. HAVAS, LAFITTE et C^{ie}, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 34
Bruxelles, à l'Office de Publications

ELECTION SENATORIALE

Du 25 Janvier 1885.

DÉPARTEMENT DU NORD

CANDIDAT INDÉPENDANT :

E. FIEVET

Cultivateur et Fabricant de Sucre
à Sin et à Masny
MAIRE DE MASNY
Membre du Conseil général du Nord

ROUBAIX, LE 9 JANVIER 1885.

UNE MANŒUVRE ÉLECTORALE

Le gouvernement fait publier par ses officiers une fausse nouvelle, qui emprunte une gravité particulière à cette circonstance, que nous sommes au début d'une année d'élections.

Le conseil des ministres s'est réuni samedi matin ; il s'est occupé, à ce qu'il paraît, du budget de 1886, et voici ce qu'il affirme dans la note perdue que nous signalons aux défiances de nos lecteurs : « — Des aujourd'hui, dit cette note, le conseil a reconnu la possibilité d'établir le budget de 1886 sans recourir à des taxes nouvelles. »

C'est là une de ces vaines promesses qu'il faut joindre à toutes les promesses magnifiques et trompeuses que les républicains ont coutume de prodiguer à la veille de toutes les élections, pour les oublier le lendemain du scrutin.

C'est, en ce qui concerne personnellement M. Jules Ferry, un mensonge de plus à ajouter à sa riche collection : et c'est de sa part un mensonge voulu, prémédité, comme on peut s'en convaincre en se reportant à cette autre déclaration du même M. Jules Ferry, disant, le 16 octobre dernier, qu'on n'échapperait pas à de nouveaux impôts, et qu'il faut sans doute le dissimuler pendant la période électorale, mais en se réservant d'y revenir après les élections.

Ce que nous admettons, ce n'est pas que les ministres de la République opportuniste essayent de tromper la France, mais c'est qu'ils se figurent qu'elle peut être encore leur dupe. Est-ce que tout le monde n'a pas vu, est-ce que tout le monde ne sait pas ce qu'il s'est produit à l'occasion du budget de 1885 ?

On vient nous peindre aujourd'hui, sous de jolies couleurs roses, le budget de l'exercice prochain : rien de mieux en principe que de s'occuper de l'avenir ; mais il ne faut pas l'escompter imprudemment, et il nous semble que MM. les ministres ne fornicent pas mal, avant de se livrer à de lointaines hypothèses financières, de regarder un peu à leurs pieds, autour d'eux, et de songer au présent. Il y a le budget ordinaire de l'exercice courant qui n'est pas encore entièrement voté, et le budget extraordinaire dont la discussion n'est même pas commencée. Pour nous en tenir au budget ordinaire de 1885, on n'ignore pas à quel prix et dans quelles conditions il a pu être présenté en équilibre.

C'est donc un résultat absolument semblable qu'on nous annonce pour l'année prochaine ? Ce n'est déjà pas fort beau, c'est même excessivement laid et tout à fait désastreux. Mais ce sera, on peut y compter, plus détestable encore plus tard.

Pour aboutir, cette année, à une apparence d'équilibre budgétaire, on a entassé péniblement des réductions pour un total de 60 millions. Faible économie, et qui n'aboutit à rien !

Car les dépenses extraordinaires ne cessent pas de s'accumuler : la guerre du Chine y entre déjà pour une part considérable, et M. le général Leval se dispose précisément à grossir sérieusement la carte à payer. Avec quoi fera-t-on donc face aux dépenses imprévues, quand déjà les ressources normales ne suffisent plus aux dépenses courantes, et qu'il a fallu recourir, dès l'année dernière, à des moyens accidentels et à des procédés non renouvelables pour joindre à peu près les deux bouts ?

Et c'est dans une telle situation que vous venez, messieurs du cabinet, essayer de nous faire croire que vous équilibrerez le prochain budget sans augmenter les charges d'impôts ? Farceur ! comme disait Proudhon...

Les élections faites, le gouvernement se trouvera en présence de telles exigences financières, d'embarras si cuisants, et en un mot d'une crise si pénible, qu'il ne se dispenserait pas d'inviter les Chambres à lui venir en aide. Il ne rappellera pas les promesses qu'il fait actuellement, il fera le silence sur le passé, mais il parlera du travail national, de l'effort à effectuer, de la nécessité de recourir à un emprunt — et l'on verra un beau matin notre dette grossie d'un milliard peut-être.

Et de nouveaux impôts suivront de près,

c'est la conséquence naturelle : si l'on emprunte, si l'on augmente la dette, si les dépenses multiplient, il est clair, il est certain qu'on devra, à peu de semaines de distance, s'adresser de nouveau à la bourse des contribuables.

Voilà ce qui nous attend dans quelques mois, sinon à la fin de l'année présente, du moins en 1886.

Et en disant le contraire, le gouvernement opportuniste se livre aujourd'hui à une indigne et cynique manœuvre électorale : nous la dénonçons hautement aux électeurs.

LA CIRCUAIRE DU DUC DE BROGLIE

Le Français publie la lettre-circulaire adressée par M. le duc de Broglie aux députés sénatoriels du département de l'Eure, à l'occasion des prochaines élections.

M. le duc de Broglie rappelle d'abord qu'en 1876, lorsqu'il brigait pour la première fois le mandat sénatorial, l'Assemblée nationale se retirait, laissant le pays dans une situation calme et prospère, tant au point de vue de la paix à l'extérieur, qu'à celui de notre état financier à l'intérieur.

Le tableau, tout opposé, des lourdes charges qui pèsent aujourd'hui sur le pays, forme la suite de la lettre de M. le duc de Broglie.

Aujourd'hui, tout est changé. Non seulement nos charges ne sont point diminuées, mais elles sont accrues par trois milliards d'emprunts contractés en moins de six ans, et par cinq cents millions de dépenses nouvelles inscrites annuellement au budget ordinaire.

Une guerre sanglante et ruineuse est engagée dans les mers lointaines de la Chine et s'aggrave chaque jour en se prolongeant.

La fortune publique succombe sous le poids de ces conditions onéreuses, qui livrent sans défense, dans une lutte inégale, le travail national à la concurrence étrangère.

Et, pendant que le travail s'arrête, les ennemis de tout ordre social, les débris de la Commune de Paris, relèvent la tête et annoncent dans des réunions publiques leur prochain triomphe.

Les deux seules forces qui puissent contenir ces passions déchaînées, la religion et la justice, se plaignent de voir leurs droits les plus sacrés méconnus.

M. le duc de Broglie résume ensuite en quelques lignes la série des fautes accumulées par le gouvernement : l'excès démodé des travaux publics, la création d'emplois inutiles, la politique hésitante, tantôt oppressive, tantôt docile, tantôt aventureuse, etc., etc.

Vous, vous, conclut l'éminent sénateur, votre représentant essaie de mettre un frein à l'exagération des dépenses publiques et prévoie ainsi la nécessité pour le Trésor épuisé, de recourir à de nouveaux impôts dont la création, déjà annoncée, est presque certaine !

Vous, vous qu'il s'oppose aux expéditions lointaines qui dispersent nos forces, désorganisent notre armée, mettent en péril la défense nationale et envoient nos enfants périr dans des climats meurtriers ?

Vous, vous qu'il réclame en faveur de l'agriculture au moins des mesures efficaces et immédiates, et non des promesses dont l'accomplissement est toujours ajourné ?

Si telles sont les commissions que vous donnez à votre représentant au Sénat, j'ai la confiance que j'ai aurais le remplir, car il n'est presque aucune mesure que nous ne soyons prêts à voter, si elle nous paraît utile au pays et si elle nous paraît utile au pays et si elle nous paraît utile au pays.

La fin de la lettre donne les preuves à l'appui de cette déclaration, qui sera entendue des électeurs.

LA CAISSE DES ECOLES

Un nouveau projet de loi vient d'être distribué à la Chambre relatif aux subventions de l'Etat pour constructions et appropriations d'établissements et de maisons destinés au service de l'enseignement supérieur, de l'enseignement secondaire et de l'enseignement primaire. Il est dû à M. le ministre de l'Instruction publique, M. de Freycinet.

La caisse des écoles fut instituée en 1878. Le chiffre des subventions et avances qui seraient accordées aux départements et aux communes fut alors fixé à cent vingt millions. Or, depuis 1878, la caisse des écoles a reçu cinq cent quarante-deux millions, qui lui ont été fournis soit à l'aide de bons du Trésor, soit avec les fonds des caisses d'épargne. Sur cinq cent quarante-deux millions, elle en a dépensé cinq cent huit et il ne reste plus que trente-quatre millions en caisse.

Cette œuvre méritait que devait, d'après les premiers calculs, coûter à peine cent vingt millions, et qui en a déjà absorbé plus de cinq cents, on veut encore la continuer ! et cette fois encore, comme aux débuts de l'entreprise, on nous présente une évaluation des dépenses à faire, il s'agit d'ajouter six cent vingt-neuf millions aux cinq cent huit déjà engloutis, soit plus d'un milliard en sus des évaluations primitives. Si les secondes évaluations sont aussi exactes que les premières, nous pouvons compter que le chiffre total, le chiffre de la fin, se rapprochera de deux milliards.

Quant au moyen de pourvoir aux nouvelles dépenses, rien de plus simple. Les communes, les départements et l'Etat emprunteront au Crédit foncier. Jamais gouvernement n'a conduit un pays à sa ruine avec une telle galé de cour.

L'AGRICULTURE ET LES ELECTIONS

Ah ! si les agriculteurs voulaient !... Mais voilà !... Savent-ils que, eux la classe la moins riche, la plus exposée aux chances malheureuses, aux incertitudes de la vie, ils ont le plus de peine à voter, à se faire inscrire, à payer leurs impôts, à faire valoir leurs droits ?

45 millions et demi pour la contribution personnelle et mobilière ; 282 millions et demi pour l'enregistrement et le timbre ; 4 millions pour la taxe des biens de main-morte ; 44 millions et demi pour les portes et fenêtres ; 5 millions pour la prestation en nature ; Total : 725 millions en chiffres ronds, que le cultivateur est obligé de prélever en bon argent, chaque année, sur le fruit de son labeur ingrat.

Mais ce n'est pas tout. N'a-t-il pas encore à supporter sa part des contributions indirectes, à payer une taxe sur les boissons qu'il consomme, sur le sel, le sucre, le café qu'il achète ?

N'a-t-il pas à payer un impôt pour protéger certaines industries, celles des fers particulièrement, tandis que son travail, à lui, n'a droit à aucune protection ?

Cela fait 900 millions au moins, un MILLIARD peut-être, que les agriculteurs, à eux seuls, paient aujourd'hui.

Voilà ce qu'il faut rappeler au cultivateur, en lui faisant bien comprendre que c'est seulement sous le régime actuel que ces impôts sont devenus si énormes.

En ce qui l'intéresse, il veut préparer son émancipation et l'allègement de ses charges, en votant contre les candidats du ministère, en votant pour des représentants décidés à changer le système suivi jusqu'ici et à soulager l'agriculture par des dégrèvements sérieux et immédiats.

Les chemins de fer électoraux

Le réseau des chemins de fer de l'Etat a coûté jusqu'ici 551 millions. Il a rapporté l'année dernière 3,824,000 fr.

C'est un ingénieux placement à moins de 1 0/0, exécuté dans 0,70 carlines pour cent.

En ne calculant l'intérêt que sur le taux de 4 1/2 0/0, c'est 20,971,000 fr. que nous perdons annuellement de ce chef.

Si nos gouvernants, au lieu de solder ces 551 millions aux contribuables, avaient consenti à les laisser dans nos poches, il est plus que probable que le moins avisé de nous eût facilement trouvé le moyen d'en tirer un profit un peu rémunérateur.

LES PREVISIONS DE PREVOST-PARADOL

Nous avons reproduit hier un court extrait du livre de M. d'Herisson. Nous en détachons aujourd'hui le passage suivant se rapportant à une conversation que l'auteur a eue, à Washington, avec Prévoist-Paradol, la veille même du suicide de notre ambassadeur. Le morceau est curieux et des plus intéressants.

Le 10 juillet 1870, j'étais à Washington, et je faisais demander un moment d'entretien à Prévoist-Paradol, nommé récemment ministre plénipotentiaire de France aux Etats-Unis. Chargé par le ministère du commerce d'une mission officielle dans l'Amérique du Nord, il venait de quitter un peu du nouvel ambassadeur, et il était convenable que je lui rendisse visite.

Avant de quitter la France, j'avais été présenté au général Sherman, rallié de la veille au régime impérial de Césaire, devenu par la suite, à l'habileté de notre ambassadeur, un modeste appartement ; lors de notre première entrevue, il venait seulement de recevoir sa nomination diplomatique, et supportait sans broncher les colères et les sarcasmes par lesquels les anciens ministres et les journalistes qui l'appelaient son apostasie. Il n'avait paru plus de confiance dans son avenir personnel et dans l'avenir de l'Empire lui-même.

« A Washington, je ne retrouvai plus le même homme. Amis, j'étais en quelques jours, trié, jadis, et comme dévoré par le sentiment d'une faute irréparable, de ce que le bonlieu, en son style imagé, appelle « une boulette », tel m'apparut le jour même où j'arrivai à Washington, le diplomate bon enfant, heureux d'être en France, et de se sentir appelé Excellence, que j'avais vu un mois auparavant.

« Ah ! mon ami, me dit-il en m'abordant, quel malheur, quel Irémont ! que les notes les plus aigres et les plus dures ! — Quoi ! Quel malheur ! répondis-je, étonné. — Hé bien, mais... cette guerre ! — Qu'elle guerre ? — La guerre avec l'Allemagne.

« Un peu de temps, et l'Allemagne ? — Et je me disais : Est-ce qu'il est devenu fou ? Est-ce qu'il aurait déjà la jettatura de la Maison-Blanche ? Il faut savoir qu'à Washington, — ville mortellement ennuyée, puisqu'elle ne sentait que la poudre, — il y avait, à ce moment, toutes institutions ennemies splendides, — une légation comode, qui affirmait que la Maison-Blanche, palais modeste du Président, portait malheur à ceux qui y passaient pour la première fois. Il s'agit de passer dans mes yeux, et tristement.

« Non, je ne suis pas fou. C'est vous qui ne savez rien de ce qui se passe. Apprenez donc que le général Sherman, et moi-même, et quatre autres, d'offrir la couronne d'Espagne à un prince autrichien, de Hohenzollern, de la famille royale de Prusse ; que la France a protesté avec la dernière énergie contre ce qu'elle appelle la « résurrection de l'empire de Charles-Quint » ; que les notes les plus aigres et les plus hautaines s'échangent en ce moment entre Saint-Cloud et Paris, et se trouvent le roi et M. de Bismarck, — et que de tout cela il sortira fatalement la guerre, dans huit jours, demain tout au plus.

« Vous voyez que tout s'arrangera, comme pour le Luxembourg. — Rien n'est à craindre, et pour deux raisons. La première, c'est que la France veut nous faire la guerre. Elle s'y prépare indirectement depuis quatre ans. Son armée a besoin de se battre comme les locomotives ont besoin de rouler, sous peine de devenir de vieux fer. Voilà la première raison. Elle est précomptée. Et cependant le roi et M. de Bismarck sont tels que vous les voyez reculer, et ont peur de voir surgir en France un général plus heureux que Niel, qui force les Chambres à voter une reorganisation sérieuse de notre armée, sur le modèle de la leur. Mais la seconde raison, hélas ! est plus absolue. L'Empire a besoin de la guerre, il la veut, il la fera.

« Et laissant à ton avis, avec acablement il ajouta : — Il y a quinze cent mille hommes en plus. — Hé bien, on fera la guerre. Et je vous remercie de me prévenir. Je vais planter la meule à côté de mes rapports. La France n'a plus besoin de statisticiens ; elle a besoin de soldats. Je suis capitaine de mobiles. Est-il temps de faire mes malles ? Je ne serais pas fâché, après tout, d'aller faire un tour en Allemagne. Je pars allemand comme les Américains. J'ai visité les bibliothèques des villes conquises.

« Le ministre m'arrêta net. — Que c'est bon d'être jeune et de croire ! me dit-il. Mais, malheureux enfant, non seulement vous n'êtes pas en Allemagne, mais vous êtes dorénavant en France. Gros-jeux je connais les Prussiens. Nous n'avons rien de ce qu'il faut pour

lutter avec eux. Il nous manque des généraux, des hommes et du matériel. Nous serons broyés. — Puis, comme se parlant à lui-même, oubliant que j'étais là, il ajouta : — La révolution avait six mois. L'Empire par terre. Ah ! j'avais bien besoin... Il n'acheva pas ; mais je compris que, dans les conversations qu'il prévoyait, il ne s'oublierait pas tout à fait.

« Vous voyez content au moins, lui demandais-je, de la réception qu'on vous a faite ici ? — Modicoirement. Ces gens-là ne nous aiment pas, répondit-il. Ils ne nous ont pas pardonné notre traité de Mayence. Et, en ce qui me concerne personnellement, j'ai senti, — pourquoi ne pas l'avouer entre nous ? — des nuances d'opposition qui vont jusqu'à la désapprobation de ma nouvelle attitude. L'Amérique est alléguée justement, c'est, dit-on, leur devoir. L'Amérique n'a-t-elle pas un certain intérêt à ce que l'Allemagne, des gens qui habitent l'Amérique depuis trois générations commencent à regarder de travers les Français, et soyent certains que beaucoup d'eux abandonneront leur commerce, leur industrie, leur situation, pour aller guerroyer contre nous ?

« L'Amérique n'a-t-elle pas un certain intérêt à ce que l'Allemagne, des gens qui habitent l'Amérique depuis trois générations commencent à regarder de travers les Français, et soyent certains que beaucoup d'eux abandonneront leur commerce, leur industrie, leur situation, pour aller guerroyer contre nous ?

« L'Amérique n'a-t-elle pas un certain intérêt à ce que l'Allemagne, des gens qui habitent l'Amérique depuis trois générations commencent à regarder de travers les Français, et soyent certains que beaucoup d'eux abandonneront leur commerce, leur industrie, leur situation, pour aller guerroyer contre nous ?

« L'Amérique n'a-t-elle pas un certain intérêt à ce que l'Allemagne, des gens qui habitent l'Amérique depuis trois générations commencent à regarder de travers les Français, et soyent certains que beaucoup d'eux abandonneront leur commerce, leur industrie, leur situation, pour aller guerroyer contre nous ?

« L'Amérique n'a-t-elle pas un certain intérêt à ce que l'Allemagne, des gens qui habitent l'Amérique depuis trois générations commencent à regarder de travers les Français, et soyent certains que beaucoup d'eux abandonneront leur commerce, leur industrie, leur situation, pour aller guerroyer contre nous ?

« L'Amérique n'a-t-elle pas un certain intérêt à ce que l'Allemagne, des gens qui habitent l'Amérique depuis trois générations commencent à regarder de travers les Français, et soyent certains que beaucoup d'eux abandonneront leur commerce, leur industrie, leur situation, pour aller guerroyer contre nous ?

« L'Amérique n'a-t-elle pas un certain intérêt à ce que l'Allemagne, des gens qui habitent l'Amérique depuis trois générations commencent à regarder de travers les Français, et soyent certains que beaucoup d'eux abandonneront leur commerce, leur industrie, leur situation, pour aller guerroyer contre nous ?

« L'Amérique n'a-t-elle pas un certain intérêt à ce que l'Allemagne, des gens qui habitent l'Amérique depuis trois générations commencent à regarder de travers les Français, et soyent certains que beaucoup d'eux abandonneront leur commerce, leur industrie, leur situation, pour aller guerroyer contre nous ?

« L'Amérique n'a-t-elle pas un certain intérêt à ce que l'Allemagne, des gens qui habitent l'Amérique depuis trois générations commencent à regarder de travers les Français, et soyent certains que beaucoup d'eux abandonneront leur commerce, leur industrie, leur situation, pour aller guerroyer contre nous ?

« L'Amérique n'a-t-elle pas un certain intérêt à ce que l'Allemagne, des gens qui habitent l'Amérique depuis trois générations commencent à regarder de travers les Français, et soyent certains que beaucoup d'eux abandonneront leur commerce, leur industrie, leur situation, pour aller guerroyer contre nous ?

« L'Amérique n'a-t-elle pas un certain intérêt à ce que l'Allemagne, des gens qui habitent l'Amérique depuis trois générations commencent à regarder de travers les Français, et soyent certains que beaucoup d'eux abandonneront leur commerce, leur industrie, leur situation, pour aller guerroyer contre nous ?

« L'Amérique n'a-t-elle pas un certain intérêt à ce que l'Allemagne, des gens qui habitent l'Amérique depuis trois générations commencent à regarder de travers les Français, et soyent certains que beaucoup d'eux abandonneront leur commerce, leur industrie, leur situation, pour aller guerroyer contre nous ?

« L'Amérique n'a-t-elle pas un certain intérêt à ce que l'Allemagne, des gens qui habitent l'Amérique depuis trois générations commencent à regarder de travers les Français, et soyent certains que beaucoup d'eux abandonneront leur commerce, leur industrie, leur situation, pour aller guerroyer contre nous ?

« L'Amérique n'a-t-elle pas un certain intérêt à ce que l'Allemagne, des gens qui habitent l'Amérique depuis trois générations commencent à regarder de travers les Français, et soyent certains que beaucoup d'eux abandonneront leur commerce, leur industrie, leur situation, pour aller guerroyer contre nous ?

« L'Amérique n'a-t-elle pas un certain intérêt à ce que l'Allemagne, des gens qui habitent l'Amérique depuis trois générations commencent à regarder de travers les Français, et soyent certains que beaucoup d'eux abandonneront leur commerce, leur industrie, leur situation, pour aller guerroyer contre nous ?

« L'Amérique n'a-t-elle pas un certain intérêt à ce que l'Allemagne, des gens qui habitent l'Amérique depuis trois générations commencent à regarder de travers les Français, et soyent certains que beaucoup d'eux abandonneront leur commerce, leur industrie, leur situation, pour aller guerroyer contre nous ?

voilà, on l'illuminait. Cet enthousiasme alla jusqu'à ébranler le gouvernement anglais, et les inquiétudes qu'il fit naître dans les régions officielles ne furent pas sans influence sur l'attitude sourdement hostile que l'Angleterre conserva envers la France pendant toute la durée de la guerre.

« A la fin du siège, elle nous envoya des trompes, c'est incontestable. Les leçons les valaient. Nous ne sommes plus à craindre, elle pouvait sans danger étaler sa commissionnaire gastronomique envers un peuple qu'un peu de commiseration diplomatique eût peut-être sauvé.

« Je n'ai pas l'Angleterre, je le confesse. Je reconnais ses grandes qualités de peuple, sa férocité, son esprit d'initiative et de magnifique solidarité. Mais tout cela me semble gâté par un egoïsme à la fois monstrueux et peu scrupuleux sur le choix des procédés. Que les nations soient égales, d'accord ; c'est, dit-on, leur devoir. L'égalité n'est peut-être qu'une forme du patriotisme. Mais qu'elles soient honnêtement égales. L'honnêteté ne gâte rien, pas même le patriotisme.

« Et à ce propos je demande au lecteur la permission de lui conter, en guise d'exemple, un souvenir personnel, une anecdote absolument inconnue, inédite et dont j'affirme l'authenticité.

« C'était en Chine. On avait, après les premières opérations conduites par le général de Monteban, conclu un traité à Tien-Tsin ; seulement, cette fois, ce n'était pas un capitaine de frigate qui avait signé ; c'était lord qui avait signé. C'était lord qui avait signé.

« C'était en Chine. On avait, après les premières opérations conduites par le général de Monteban, conclu un traité à Tien-Tsin ; seulement, cette fois, ce n'était pas un capitaine de frigate qui avait signé ; c'était lord qui avait signé. C'était lord qui avait signé.

« C'était en Chine. On avait, après les premières opérations conduites par le général de Monteban, conclu un traité à Tien-Tsin ; seulement, cette fois, ce n'était pas un capitaine de frigate qui avait signé ; c'était lord qui avait signé. C'était lord qui avait signé.

« C'était en Chine. On avait, après les premières opérations conduites par le général de Monteban, conclu un traité à Tien-Tsin ; seulement, cette fois, ce n'était pas un capitaine de frigate qui avait signé ; c'était lord qui avait signé. C'était lord qui avait signé.

« C'était en Chine. On avait, après les premières opérations conduites par le général de Monteban, conclu un traité à Tien-Tsin ; seulement, cette fois, ce n'était pas un capitaine de frigate qui avait signé ; c'était lord qui avait signé. C'était lord qui avait signé.

« C'était en Chine. On avait, après les premières opérations conduites par le général de Monteban, conclu un traité à Tien-Tsin ; seulement, cette fois, ce n'était pas un capitaine de frigate qui avait signé ; c'était lord qui avait signé. C'était lord qui avait signé.

« C'était en Chine. On avait, après les premières opérations conduites par le général de Monteban, conclu un traité à Tien-Tsin ; seulement, cette fois, ce n'était pas un capitaine de frigate qui avait signé ; c'était lord qui avait signé. C'était lord qui avait signé.

« C'était en Chine. On avait, après les premières opérations conduites par le général de Monteban, conclu un traité à Tien-Tsin ; seulement, cette fois, ce n'était pas un capitaine de frigate qui avait signé ; c'était lord qui avait signé. C'était lord qui avait signé.

« C'était en Chine. On avait, après les premières opérations conduites par le général de Monteban, conclu un traité à Tien-Tsin ; seulement, cette fois, ce n'était pas un capitaine de frigate qui avait signé ; c'était lord qui avait signé. C'était lord qui avait signé.

« C'était en Chine. On avait, après les premières opérations conduites par le général de Monteban, conclu un traité à Tien-Tsin ; seulement, cette fois, ce n'était pas un capitaine de frigate qui avait signé ; c'était lord qui avait signé. C'était lord qui avait signé.

« C'était en Chine. On avait, après les premières opérations conduites par le général de Monteban, conclu un traité à Tien-Tsin ; seulement, cette fois, ce n'était pas un capitaine de frigate qui avait signé ; c'était lord qui avait signé. C'était lord qui avait signé.

« C'était en Chine. On avait, après les premières opérations conduites par le général de Monteban, conclu un traité à Tien-Tsin ; seulement, cette fois, ce n'était pas un capitaine de frigate qui avait signé ; c'était lord qui avait signé. C'était lord qui avait signé.

« C'était en Chine. On avait, après les premières opérations conduites par le général de Monteban, conclu un traité à Tien-Tsin ; seulement, cette fois, ce n'était pas un capitaine de frigate qui avait signé ; c'était lord qui avait signé. C'était lord qui avait signé.

M. Graux, député, rapporteur du projet tendant à relever les droits sur les bœufs, a défendu le projet. La réunion a adopté une motion invitant la Ligue à combattre énergiquement le relèvement des droits sur les céréales et les bestiaux comme tendant au renchérissement de la vie.

Le XIX^e Siècle

Paris, 18 janvier. — Dans le XIX^e Siècle, M. François Barcey annonce, qu'en attendant la réunion des actionnaires du journal, qui aura lieu le 27 février, il continue à faire paraître. Toute la rédaction s'est groupée autour de lui, ajoute-t-il, et rien ne sera changé, ni à la rédaction, ni à l'esprit, ni aux allures du XIX^e Siècle, pendant ces quinze jours.

Les anarchistes de Monteban

Paris, 18 janvier. — Les anarchistes de Monteban-Mines ont décidé de signaler au public par une nouvelle et odieuse tentative. Ils ont lancé un engin explosible dans la cour du presbytère de Sannois. Cet engin était perfectionné avec une cafetière et un fer-blanc contenant 2 kil. 400 grammes de ferraille et de cartouches de dynamite. La poudre seule heureusement a fait explosion. [La genèrarmie de Monteban-Mines s'est transportée immédiatement sur les lieux, pour procéder aux constatations et se livrer à d'actives recherches. L'autour, jusqu'ici, est inconnu.

Les services religieux dans l'armée allemande

Berlin, 17 janvier. — La question de savoir si les soldats peuvent être forcés disciplinairement d'assister aux services religieux a donné lieu à un débat très mouvementé, aujourd'hui, au Reichstag. Tandis que le ministre de la guerre soutenait que les soldats peuvent être forcés d'assister aux services religieux, le député Richter a combattu cette doctrine et a affirmé que l'obésissance de la part du soldat n'est due que pour les services militaires. Les conservateurs se sont rangés du côté du ministre de la guerre, tandis que les libéraux étaient contre.

LE SCRUTIN DE LISTE

Le rapport de M. Constans, dit le Rapport, sur le rétablissement du scrutin de liste, sera distribué aux députés à la rentrée de la Chambre. En prévision du débat qui va s'ouvrir très prochainement, nous croyons devoir faire connaître les modifications que cette réforme de notre législation électorale apportera au nombre des représentants de chaque département.

La proposition attribue à chaque département un député par 70,000 habitants et un député en sus par chaque fraction de 70,000 habitants, quel qu'on soit le chiffre.

Dans ce système, 45 départements et 4 colonies auraient le même nombre de députés qu'aujourd'hui par le scrutin d'arrondissement.

Trente-quatre départements verraient augmenter le chiffre de leur députation, à savoir :

Ariège	4	députés au lieu de	3
Aude	5	—	4
Belfort	2	—	1
Bouches-du-Rhône	9	—	7
Cher	6	—	5
Corrèze	4	—	3
Herault	7	—	6
Ille-et-Vilaine	9	—	8
Indre-et-Loire	5	—	4
Loire	5	—	4
Haute-Loire	5	—	4
Loire-inférieure	9	—	8
Loiret	6	—	5
Lot	5	—	4
Lot-et-Garonne	5	—	4
Maine-et-Loire	8	—	7
Marne	7	—	6
Haute-Marne	4	—	3
Maurthe-et-Moselle	6	—	5
Meuse	5	—	4
Morbihan	8	—	7
Nord	23	—	18
Oise	6	—	5</